

Brochure n° 3201

Convention collective nationale
IDCC : 2046. – PERSONNEL DES CENTRES
DE LUTTE CONTRE LE CANCER

AVENANT N° 2012-01 DU 15 OCTOBRE 2012

MODIFIANT LA CONVENTION

NOR : ASET1251378M

IDCC : 2046

PRÉAMBULE

Des évolutions législatives et réglementaires sont intervenues depuis plusieurs années et la convention collective nationale doit être mise à jour pour en tenir compte.

Les partenaires sociaux sont donc convenus d'examiner ces modifications et de discuter de leurs conséquences sur les relations collectives et individuelles de travail.

Dans ce contexte, après discussion sur les thèmes période d'essai, préavis, autorisation d'absence exceptionnelle pour événements familiaux, il a été convenu de modifier les dispositions de la convention collective nationale comme suit :

Article 1^{er}

Période d'essai

Au titre II « Vie du contrat de travail », chapitre III « Période d'essai », la durée de la période d'essai mentionnée à l'alinéa 1 de l'article 2.3.2 est modifiée comme suit :

- « – 2 mois pour les salariés des positions 1 et 2 ;
- 3 mois pour les salariés des positions 3 et 4 ;
- 3 mois pour les salariés de la position 5 ;
- 4 mois pour les salariés de la position 6. »

Les autres dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 2.3.2 sont inchangées.

L'alinéa 2 est désormais rédigé ainsi :

« Pour les positions 1 et 2, un entretien devra avoir lieu, avec le responsable hiérarchique, avant la fin de la période d'essai. Pour les autres positions, un entretien devra avoir lieu à mi-période et le cas échéant, avant la fin de la période d'essai. Ces entretiens ont pour but d'apprécier la suite à donner aux relations contractuelles. »

Concernant le personnel praticien, la possibilité de renouvellement de la période d'essai mentionnée au 3^e alinéa est supprimée.

Article 2

Renouvellement de la période d'essai

L'article 2.3.3 relatif au renouvellement de la période d'essai est supprimé.

Article 3

Rupture de la période d'essai

Les 1^{er} et 3^e alinéas de l'article 2.3.4 sont supprimés.

L'article 2.3.4 est complété du 1^{er} alinéa suivant :

« Chacune des parties au contrat peut mettre fin à la période d'essai. Elle doit en aviser l'autre par écrit et respecter le délai de prévenance suivant :

- lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, à la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :
 - 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
 - 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
 - 2 semaines après 1 mois de présence ;
 - 1 mois après 3 mois de présence ;
- lorsqu'il est mis fin, par le salarié, à la période d'essai, le salarié respecte un délai de prévenance fixé à :
 - 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
 - 48 heures à partir de 8 jours de présence.

Le 4^e alinéa est inchangé.

Article 4

Absences pour événements familiaux

Le bénéfice de certaines autorisations d'absence pour événements familiaux accordées au salarié marié est étendu au salarié lié par un Pacs ou à un concubin déclaré.

En conséquence, l'article 2.4.3 est modifié et désormais rédigé comme suit :

« Sauf exception visée ci-dessous, par événement familial, il y a lieu d'entendre l'événement survenu dans la famille légitime.

Une autorisation d'absence exceptionnelle est accordée sur justification pour les événements familiaux ci-après définis.

Sauf circonstances particulières, ces jours sont pris consécutivement dans une période raisonnable par rapport à l'événement (dans les 15 jours calendaires). Ces absences n'entraînent aucune réduction de la rémunération. »

L'article 2.4.3.1 « Mariage » est complété de l'alinéa suivant :

« Les jours d'autorisation d'absence accordés pour le mariage du salarié sont accordés dans les mêmes conditions de durée et d'ancienneté lors de la conclusion d'un Pacs par le salarié.

Toutefois, un salarié ayant conclu un Pacs et ayant bénéficié, à ce titre, de jours d'autorisation d'absence exceptionnels ne saurait être bénéficiaire, à nouveau, de ces jours de congés exceptionnels en raison d'un mariage ayant succédé au Pacs avec la même personne. »

L'article 2.4.3.3 « Décès » est désormais rédigé ainsi :

- « – décès du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs ou du concubin déclaré : 6 jours ouvrables ;
- décès d'un enfant : 5 jours ouvrables ;
 - décès d'un enfant du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs ou du concubin déclaré : 5 jours ouvrables ;
 - décès du père ou de la mère : 4 jours ouvrables ;
 - décès du père ou de la mère du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs ou du concubin déclaré : 2 jours ouvrables ;

- décès d'un grand-parent ou arrière-grand-parent : 2 jours ouvrables ;
- décès d'un petit-enfant ou arrière-petit-enfant : 2 jours ouvrables ;
- décès d'un frère ou d'une sœur : 2 jours ouvrables ;
- décès d'un frère ou d'une sœur du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs ou du concubin déclaré : 2 jours ouvrables ».

Article 5

Ordre des départs

Le second tiret de l'article 2.11.1.5 est désormais rédigé comme suit :

- « – de la période de congé annuel du conjoint ou du partenaire lié par un Pacs ou du concubin déclaré. »

Article 6

Droit à congés simultanés

Il est ajouté un article 2.11.1.8 « Droits à congés simultanés » rédigé comme suit :

« Tous les conjoints, les partenaires liés par un Pacs et les concubins déclarés travaillant dans une même entreprise ont droit à un congé simultané. »

Article 7

Date d'application

Les dispositions visées aux articles 1^{er} à 6 du présent accord entreront en vigueur le 1^{er} du mois suivant l'expiration du délai d'opposition.

Article 8

Dispositions diverses

Il sera effectué les formalités de dépôt auprès de la direction générale du travail et du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 15 octobre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après.

Organisation patronale :

FNCLC.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC.